

**Le sens de l'histoire.** Deutsche Bank renonce à financer les mines et les centrales à charbon, suivant en cela l'exemple de plusieurs sociétés financières occidentales, et Total va installer dans ses stations-service des bornes de recharge électrique, ainsi que des panneaux photovoltaïques. Mieux vaut tard que jamais, pourrait-on dire. Pour aller plus loin, on pourrait se demander s'il faut, en matière de RSE et d'ISR, suivre le sens de l'histoire ou en être le moteur ? Anticiper les mouvements de l'histoire, c'est prendre un risque : que les choix ne soient pas récompensés sur un plan économique et qu'un avantage soit ainsi donné à des concurrents moins entreprenants. Mais se contenter de suivre la tendance, c'est aussi prendre un risque, peut-être plus important encore : celui de susciter un sentiment de défiance et l'impression que l'entreprise n'adopte qu'une stratégie opportuniste, voire de *greenwashing*. Et, dans ce cas, la sanction pourrait venir de l'opinion publique.

## INSTITUTIONS, REGLEMENTATIONS

### Climat, énergie, Nigeria

#### En plein marasme économique, le Nigeria ne renonce pas aux renouvelables

Frappé de plein fouet par la crise énergétique, le Nigeria est officiellement entré en récession en septembre dernier et il devrait le rester en 2017. La première économie africaine fait également face à une grave pénurie énergétique, **la production d'électricité étant tombée à 2 200 MW le 21 janvier**, soit 20 % environ de sa capacité installée (11 165 MW), en partie du fait d'un incendie à la centrale Afam V et des destructions survenues dans le réseau de gazoducs. Dans ce contexte, l'annonce par le gouvernement nigérian de son intention d'émettre pour 20 milliards de nairas (58,4 millions d'euros) en **obligations vertes** en mars et de **construire des centrales solaires** d'une capacité globale de 2 000 MW constituent des bonnes nouvelles pour le deuxième producteur de pétrole du continent africain et pour le climat.

### Transparence, Etats-Unis

#### L'administration américaine commence à remettre en question les acquis de la loi Dodd-Frank

Donald Trump poursuit son offensive de dérégulation de l'économie américaine. Parmi ses dernières décisions, la signature, le 3 février, de **deux directives qui visent la réglementation financière** instaurée en 2010 par son prédécesseur, Barack Obama, pour faire face à la crise des *subprimes* (loi Dodd-Frank). Cette loi a notamment créé le Consumer Financial Protection Bureau. Elle a imposé aux banques de renforcer leurs capitaux propres et les soumet à des tests de résistance annuels pour évaluer leur solidité en cas de crise (*stress test*). Le décret signé par Donald Trump ordonne le réexamen de la loi Dodd-Frank. **Plusieurs aspects de cette loi concernent la responsabilité sociétale des entreprises, dont l'obligation pour les entreprises extractives de publier les paiements effectués aux Etats** ([Resource Extraction Rule](#)), et ce afin de réduire les risques de corruption dans ce secteur. Après la Chambre des représentants, le Sénat s'est prononcé, le 3 février, pour la suppression de cette obligation. Cette réglementation n'ayant été introduite qu'en juin 2016 (voir [Impact Entreprises n° 231](#)), le Congrès a utilisé le Congressional Review Act qui l'autorise à recourir à une procédure simplifiée pour revisiter les réglementations récentes adoptées par les agences fédérales.

**L'adoption des règles relatives aux minéraux issus de conflit** – qui obligent les entreprises à publier des informations sur les minerais susceptibles de financer les groupes armés dans la région des Grands Lacs en Afrique ([section 1502 de la loi Dodd-Frank](#)) – étant plus ancienne, ces règles ne pourront être affectées par la même procédure. Pour autant, le nouveau président par intérim de la SEC, le républicain Michael Piwowar, a annoncé le 31 janvier qu'il avait demandé à son administration d'examiner si les nouvelles orientations édictées en 2014 et se rapportant à ces règles étaient encore appropriées et si de nouveaux allègements n'étaient pas nécessaires. Au cours de son allocution, il a également précisé que cette mesure avait, au final, assez peu freiné le financement des groupes armés illégaux en RDC, qu'elle avait de facto conduit à un boycott des régions limitrophes et qu'en créant un vide qui bénéficiait à des intérêts moins bien disposés, **elle fragilisait les intérêts américains**. Cette dernière remarque pourrait être déterminante dans la mesure où la section 1502 indique que la loi doit être révisée ou suspendue temporairement si le président des Etats-Unis estime que cette suspension ou cette révision est dans l'intérêt de la sécurité nationale du pays. **Cela étant, de nombreuses entreprises se sont déjà pleinement engagées dans le respect de la loi**, même lorsqu'elles n'y étaient pas obligées, à l'instar de la société française Schneider Electric, qui précise sur son [site Internet](#) qu'elle soutient cette législation et indique les mesures adoptées pour éviter l'utilisation de minéraux issus de conflit dans sa chaîne d'approvisionnement.

### Pollution, Europe

#### La plupart des pays européens contreviennent aux règles de l'Union sur la qualité de l'air

Selon une communication de la Commission européenne du 6 février, vingt-trois pays européens ne respectent toujours pas les normes de pollution de l'air, alors que cette pollution aurait été à l'origine, en 2013, de plus de 520 000 décès prématurés dans les pays de l'Union. **Les directives européennes fixent des valeurs limites pour un certain nombre de polluants**, comme les particules fines dues à la combustion (chauffage au bois, transports...) et elles ont pour objectif de réduire de 20 % l'exposition des Européens à la pollution de l'air pour la période 2010-2020. Mais la plupart des pays tardent à prendre ce problème à bras-le-corps. Ceux qui ne respectent pas les normes sont ainsi régulièrement menacés d'amendes, comme la France, plusieurs fois interpellée. L'institution a cette fois choisi la pédagogie : elle propose un partage des bonnes pratiques pour aider les Etats à atteindre leurs objectifs et leur rappelle que si l'ensemble des politiques environnementales était respecté, ils économiseraient chaque année 50 milliards d'euros.

### Climat, énergie

#### Bataille de chiffres autour du « peak oil » (pic pétrolier)

Dans son dernier rapport sur les perspectives énergétiques, publié en janvier, la compagnie pétrolière BP prévoyait une augmentation de la demande pétrolière jusqu'en 2040 (voir [Impact Entreprises n° 251](#)). Mais selon un [autre rapport](#), cette fois rédigé par le Grantham Institute at Imperial College London et l'association Carbon Tracker Initiative, **la demande en pétrole et en charbon pourrait bien atteindre un plafond dès 2020**. Les auteurs soulignent que les prévisions réalisées, notamment par les compagnies pétrolières, s'appuient le plus souvent sur des scénarios reposant sur une approche de *statu quo* (*business as usual*) et prennent insuffisamment en compte les tendances observées en matière de baisse des coûts des technologies des énergies renouvelables. Selon leurs estimations, l'énergie photovoltaïque pourrait constituer 23 % du bouquet énergétique mondial en 2040 et 29 % en 2050 (alors qu'Exxon prévoit, par exemple, qu'elle ne représentera que 11 % en 2040) et la consommation de charbon pourrait diminuer à partir de 2020 pour atteindre la moitié de son niveau de 2012 en 2050. Les véhicules électriques représenteraient un tiers du transport routier en 2035, la moitié en 2040 et les deux tiers en 2050 (contre 6 % du marché seulement en 2035 dans le scénario de BP évoqué ci-dessus). **Ce scénario pourrait ainsi contenir l'augmentation de température entre 2,4 °C et 2,7 °C d'ici à 2100 contre 4 °C pour les approches de *statu quo*.**

## PARTIES PRENANTES ENGAGEES

---

### Obsolescence programmée, électronique, Etats-Unis

#### Les Américains se mobilisent pour le droit de réparer soi-même les appareils électroniques

Le marché de la réparation ou du remplacement des appareils électroniques est très lucratif pour les marques, en particulier pour les fabricants de téléphones mobiles et d'ordinateurs. Le plus souvent, **les ateliers indépendants et les consommateurs n'ont accès ni aux manuels permettant de diagnostiquer ou de réparer les pannes ni aux pièces détachées** (à l'exception de celles disponibles sur le marché gris ou des pièces d'occasion), ce qui les oblige à passer par des réparateurs agréés. C'est la raison pour laquelle, aux Etats-Unis, la société civile se mobilise en faveur d'une modification de la législation, afin de faciliter la réparation des appareils par des ateliers indépendants ou par les consommateurs eux-mêmes. Mais comme l'a montré la dernière tentative de l'Etat de New-York en juin 2016 (voir [Impact Entreprises n° 240](#)), **les constructeurs exercent une intense activité de lobbying** pour empêcher toute modification de la législation. Si l'Etat de New-York a réintroduit une proposition de loi sur ce sujet pour la troisième année consécutive, quatre Etats américains ont fait de même pour la législature 2017-2018 (Nebraska, Minnesota, Massachusetts, Kansas). Ces initiatives sont soutenues par [Repair.org](#), une association créée en 2013 qui revendique un marché de la réparation libre et indépendant.

## INVESTISSEMENT RESPONSABLE

---

### Benchmark, mines, Pays-Bas

#### Un outil pour évaluer les performances sociétales des sociétés minières

Alors que les Etats-Unis viennent d'abroger l'obligation pour les industries extractives de publier les versements faits aux Etats et les Philippines d'annoncer la fermeture de vingt-trois mines, officiellement pour des raisons environnementales, la fondation de droit néerlandais Responsible Mining Foundation a publié une [méthodologie](#) destinée à évaluer les performances sociétales des grandes sociétés minières. Le document est soumis à une consultation publique jusqu'au 24 mars 2017.

## Reporting, Royaume-Uni

### La Bourse de Londres lance ses lignes directrices pour intégrer l'ESG dans les rapports

La Bourse de Londres (London Stock Exchange Group) a rendu publiques le 9 février ses [lignes directrices](#) destinées à aider les sociétés cotées à intégrer les critères ESG (environnement, social, gouvernance) dans leurs rapports. Ce document vise surtout à répondre à la demande des investisseurs de long terme.

## ENTREPRISES (initiatives & controverses)

---

### Climat, monde

#### GES : des sociétés alignent leurs objectifs de réduction sur ceux de l'accord de Paris

La société suédoise Tetra Pak, spécialisée dans le traitement et le conditionnement de produits, a annoncé le 2 février qu'elle s'était fixé une réduction de 58 % des émissions de GES entre 2016 et 2040. Pour atteindre cet objectif, elle envisage une réduction de sa consommation d'énergie de 12 %, qu'elle complètera avec la production et l'achat d'électricité d'origine renouvelable. **Tetra Pak collabore avec Science Based Targets (SBT)**, une organisation créée en 2015 par le World Resources Institute (WRI), le CDP, le Pacte mondial des Nations unies et le WWF, qui exhorte les entreprises à se fixer des objectifs sur des bases scientifiques cohérentes avec les ambitions des signataires de l'accord de Paris en décembre 2015. A ce jour, 210 sociétés, parmi lesquelles Tetra Pak, mais aussi Capgemini UK Plc, Kering et Thalys, ont pris des engagements et 33 d'entre elles ont vu leurs objectifs approuvés par SBT.

### Climat, énergie, France

#### Total va enfin mobiliser ses stations-service pour la transition énergétique

Le président de Total, Patrick Pouyanné, a annoncé un nouveau plan pour contribuer à la transition énergétique. Ce plan prévoit le **déploiement en France de 300 bornes de recharge pour véhicules électriques et l'installation de panneaux photovoltaïques dans 5 000 stations-service d'ici à cinq ans**, dont 800 en France. Une décision cohérente avec l'intérêt récent du pétrolier pour le véhicule électrique à travers le rachat du fabricant de batteries Saft en 2016 (voir [Impact Entreprises n° 237](#)) et avec ses investissements dans les énergies renouvelables. Elle peut toutefois paraître bien tardive au regard de l'urgence qu'il y a à développer le parc de véhicules électriques en France et de l'opportunité que le réseau de stations-service offre à ce groupe, qui est devenu l'un des tout premiers fabricants mondiaux de panneaux solaires depuis l'acquisition de SunPower en 2011. C'est du reste ce que semblait indiquer la **question écrite d'un actionnaire, lors de l'assemblée générale de la société en 2015**, sur le nombre de stations-service équipées de panneaux photovoltaïques. Dans sa réponse, le président justifiait leur faible nombre (douze stations-service seulement en étaient dotées) par des « *conditions de rentabilité actuellement non réunies en France* », traduisant un enthousiasme relatif sur cette question à l'époque. Conditions de rentabilité qui semblent désormais réunies.

### Climat, finance, Allemagne

#### Plus d'un an après la COP21, Deutsche Bank renonce à financer le charbon

Deutsche Bank, la plus grande banque allemande, a annoncé par un bref communiqué sur son [site Internet](#) qu'elle ne financerait plus de nouvelles mines et centrales électriques à charbon et réduirait progressivement sa participation à cette énergie. Il s'agit là du retrait de l'un des principaux financeurs du secteur. Selon le rapport [The Coal Test](#) publié en décembre 2015 par une coalition d'ONG, dont Les Amis de la Terre, **Deutsche Bank était en effet la 7<sup>e</sup> banque la plus impliquée dans le financement du charbon** avec 13,84 milliards d'euros de prêts entre 2009 et 2014. Aucune échéance pour le retrait total du groupe n'est toutefois précisée. Pour s'accorder à l'ambition de la COP21 de limiter largement au-dessous de 2° C le réchauffement climatique, la consommation de charbon et son financement devront être drastiquement réduits.

### Loyauté des pratiques, pharmacie, Etats-Unis

#### Sanofi, Novo Nordisk et Eli Lilly accusés d'entente sur le prix de l'insuline

Aux Etats-Unis, les groupes pharmaceutiques Sanofi, Novo Nordisk et Eli Lilly sont visés par une action de groupe pour entente sur le prix de l'insuline, un sujet qui revient régulièrement dans l'actualité américaine en raison des fortes augmentations de prix dont ce traitement contre le diabète fait l'objet depuis plusieurs années. **Son prix est en effet passé de 100 à 250 dollars la prescription entre 2011 et 2016** pour les solutions les plus connues, soit une augmentation de 150 % en cinq ans selon Truven Health Analytics (une société américaine qui produit des données et études sur le secteur de la santé). Les trois entreprises contestent tout arrangement et justifient cette hausse par le maintien de leurs marges qui, selon elles, ont chuté en raison des réformes du système de santé américain. On peut toutefois rappeler que le secteur pharmaceutique reste l'un des plus rentables, avec un résultat net cumulé de plus de 90 milliards de dollars en 2015 pour les dix premiers laboratoires mondiaux (voir [Impact Entreprises n° 238](#)).

## Information, déchets, distribution, Etats-Unis

### Walmart va payer près d'un million de dollars pour « greenwashing »

La procureure du district du comté d'Alameda en Californie a annoncé, le 1<sup>er</sup> février, que le géant mondial de la grande distribution Walmart et sa filiale Jet.com avaient accepté de payer une amende de 890 000 dollars et de verser 50 000 dollars à l'éco-organisme californien CalRecycle pour mettre un terme à une action engagée à leur encontre pour information trompeuse. **Ces sociétés vendaient des produits en plastique sur lesquels figurait la mention « biodegradable » ou « compostable »**, et ce en violation de la loi californienne (SB567). Pour le législateur californien, il est en effet impossible de déterminer avec exactitude le délai de décomposition d'un objet en plastique placé en décharge ou dans un environnement quelconque compte tenu des différents paramètres susceptibles d'intervenir dans le phénomène de biodégradation et d'influer sur ce délai. Le terme « compostable » est néanmoins autorisé si l'objet répond à des standards très spécifiques, définis par l'American Society for Testing Materials (ASTM).

## Nucléaire, énergie, France

### Les perspectives financières d'EDF suscitent de plus en plus d'inquiétude

Un rapport parlementaire vient confirmer l'étude de l'association Greenpeace parue en décembre 2016 (voir [Impact Entreprises n° 249](#)) qui affirmait que le coût du démantèlement du parc nucléaire était largement sous-estimé par EDF. **Les parlementaires français soulignent** l'impréparation des premiers démantèlements (source de retards), les difficultés techniques et la multiplication des coûts. Certains coûts (paiement des taxes et assurances, remise en état des sols...) auraient été, quant à eux, purement et simplement ignorés. Peu après la publication de ces conclusions, **EDF a annoncé le renforcement de son plan de réduction des effectifs débuté en 2016**, qui prévoit la suppression de 4 000 postes environ en France d'ici à la fin de 2019. Le groupe est en effet en grande difficulté financière, avec une dette de 37,5 milliards d'euros. En cause : la baisse du prix de l'électricité, le plan de rénovation des centrales évalué à 55 milliards d'euros et les 16 milliards d'euros qu'EDF devra déboursier pour le chantier d'Hinkley Point au Royaume-Uni. Le moment n'est-il pas venu de passer à l'offensive et d'examiner toutes les options (y compris celles consistant à conserver l'intégralité des bénéficiaires dans l'entreprise et à sceller des alliances) permettant d'envisager une véritable reconversion... et pourquoi pas dans les énergies renouvelables ?

## Santé, agroalimentaire, France, Suisse

### Herta écoute ses consommateurs et lance son premier jambon sans nitrites

La marque de charcuterie Herta (Nestlé) a lancé une gamme de jambon sans nitrites de sodium (ou E250), un additif alimentaire soupçonné d'accroître le risque de survenue de certains cancers. Cinq ans de recherche auront été nécessaires à Herta pour mettre au point sa nouvelle recette. Cet additif est utilisé selon les industriels pour empêcher le développement de la bactérie responsable du botulisme, une affection potentiellement mortelle. **Pour certaines associations**, qui mettent en avant l'exemple du Danemark où le botulisme est absent alors que de nombreux industriels ont depuis longtemps fait le choix du « sans nitrites », **l'utilisation de cet additif est en fait purement commerciale**. Il donne en effet à la charcuterie sa couleur rosée, synonyme de fraîcheur pour les consommateurs, ce qui explique les réticences des industriels à s'en séparer. Outre les nitrites, la production et la consommation de porc sont au centre de plusieurs problématiques sanitaires et environnementales. La charcuterie est considérée comme cancérigène par l'OMS, qui en recommande une consommation raisonnable. Sur le plan environnemental, l'élevage de porcs entraîne d'importantes émissions de gaz à effet de serre et la mauvaise gestion du lisier provoque la dégradation des sols et de l'eau.

## EN BREF

---

**Climat.** Le 9 février, la BBC a annoncé qu'à partir du 3 avril 2017, tous les programmes commandés par la radio devraient utiliser le [calculateur Albert](#) pour mesurer les rejets émis par ces programmes.

**Pollution.** Une première société allemande poursuit Volkswagen en justice en l'accusant de lui avoir loué des véhicules prétendument conformes aux normes environnementales.

**Pollution.** Après Volkswagen, Renault et Fiat Chrysler, la direction générale de la concurrence (DGCCRF) a transmis à la justice les conclusions de son enquête sur les émissions polluantes des moteurs des véhicules de PSA Peugeot Citroën, évoquant des « *manquements présumés* ».

---

Prix de l'abonnement d'un an à **Impact Entreprises**, soit 22 lettres électroniques : 117 euros.

Adressez vos commandes d'abonnement à : CFIE, 52 bd Ornano – 75018 Paris

---